

Le Monde Illustré

Album Universel

CHRONIQUE



MISS Alice Roosevelt, "the Yankee Princess", comme l'appellent sans prétention ses compatriotes, épousera dans quelques jours M. Nicolas Longworth, membre du Congrès des Etats-Unis et propriétaire d'une ronde, très ronde fortune. Elle eût pu, comme tant d'autres, se prévaloir des hautes relations de son père et décrocher un blason, mais la fille du Président se réclame ardemment de son origine américaine, et tient pour l'union simple et démocratique d'une jeune et jolie fille à un négociant millionnaire !

Aimée de son peuple, adulée par les siens et les admirateurs de son père, Miss Alice Roosevelt représente le type accompli de l'"American girl" d'aujourd'hui. Ses fiançailles un peu romanesques, non exemptes de ces relations de libre sympathie autorisées par les convenances américaines; ses retentissants voyages, en compagnie de son fiancé, aux Philippines, en Chine et au Japon, en ont fait une femme excessivement populaire aux Etats-Unis, et expliquent tout l'intérêt que l'on porte au prochain mariage de la petite "princesse".

On a commencé déjà à faire l'inventaire de la garde-robe de la jeune fiancée, et l'on s'exclame devant les trésors que la mode des deux continents glissera dans un coin de sa corbeille de nocce.

Spontanément, comme tribut tangible de son admiration, le peuple américain a résolu de lui faire, en outre, cadeau de la jolie bagatelle d'un million de dollars, produit d'une souscription nationale, faite sous les auspices de la sous-trésorerie de chacun des Etats de l'Union, et la souscription individuelle, ne devant pas dépasser 10 centins.

Cette fortune sera remise à Miss Roosevelt le 8 février prochain, quelques jours avant son mariage. Avec un million, Miss Alice se passera bien de dot !

Le fiancé a trente-six ans. Intéressé dans de grandes entreprises de mines, d'huiles et de chemins de fer; politicien en vue et gendre du Président, il est en passe de devenir un gros personnage. Ajoutons seulement, pour bien faire ressortir le côté caractéristique de cette union à l'américaine, que le beau-fils ne partage pas du tout les idées impérialistes de son puissant beau-père. C'est ainsi qu'à l'ouverture du présent Congrès, à son retour d'un voyage aux Philippines, M. Longworth a déclaré que l'administration faisait fausse route en cherchant à asservir les Philippines; qu'il ne craignait pas de dire que ceux-ci ne se soumettraient jamais aux lois américaines, et que les Etats-Unis devraient donner à ce peuple un gouvernement autonome ! Ceci n'était pas précisément pour plaire à l'ambitieux Président, qui a juré de réduire les farouches Philippines; mais M. Roosevelt n'a pas voulu, pour si peu, troubler une si touchante idylle. Tant il est vrai qu'aux Etats-Unis les opinions sont libres !

* * *

Un vent de tempête souffle sur l'Allemagne, où le socialisme vient de se réveiller, menaçant, au coeur même de l'Empire. Hambourg a été, la semaine dernière, le théâtre d'une démonstration qui ne laisse plus de doute sur les sentiments de la classe ouvrière, dont l'hostilité à l'endroit du gouvernement n'attendait plus que l'occasion pour se manifester ouvertement. La révolte, les émeutes, le pillage, les rencontres sanglantes entre le peuple et la police, voilà le spectacle auquel on vient d'assister dans les rues de la grande ville prussienne, et que l'on reverra peut-être sous peu sur plusieurs autres points du pays. Ne se croirait-on pas en Russie, où le socialisme a paru être un moment triomphant ?

Depuis longtemps l'empereur Guillaume avait pressenti cet événement, et voilà sans doute pourquoi il s'est appliqué si énergiquement à seconder les efforts du gouvernement russe pour la répression de l'insurrection sur le territoire voisin de son Empire.

Mais les destins s'accomplissent. Pendant que la Russie se débat encore dans le chaos révolutionnaire, les socialistes allemands ont entrepris de saper les bases de l'autocratie germanique, et si le monstre est terrassé en Russie, il lève maintenant la tête en Allemagne.

Déjà en 1862 le parti socialiste avait jeté son dévolu sur l'Allemagne, et Ferdinand Lasalle tentait à cette époque d'organiser un parti ouvrier, lors du conflit auquel donna lieu la Constitution prussienne. Condamné à la prison, Lasalle publia une série de brochures et de discours, qui lui valurent d'être appelé le fondateur du socialisme allemand. Depuis lors, le socialisme a fait d'énormes et de rapides progrès. Il s'est introduit au Reichstag, où il fait depuis longtemps échec à la politique impériale; il a pénétré lentement mais sûrement dans les rangs du prolétariat et du peuple, et il menace d'envahir l'armée.

L'incident d'Hambourg, survenant au moment où les événements du monde peuvent mettre en question l'existence de l'Allemagne elle-même, ne marque-t-il pas avec certitude l'imminence du péril, qui menace à son tour le seul Etat autocratique qui subsiste encore en Europe ?

Comme corollaire de la manifestation socialiste en Allemagne, signalons l'arrestation en France de ce groupe exaspéré d'antimilitaristes, travaillant à la désagrégation de la nation et proclamant leur volonté d'ouvrir les frontières à l'invasion étrangère. Des Français, dont l'infâme Hervé, ont été condamnés au bagne par des jurés parisiens, qui ont vu dans leurs écrits, non des opinions ou de simples délits d'opinion, mais des actes prévus par les lois, des délits de droit commun.

Serait-ce que la France se soit à la fin émue des dangers qui planent sur elle, et qu'elle soit résolue de balayer toute cette valetaille insolente, qui lance l'insulte à la tête de la nation sous l'oeil bienveillant d'un gouvernement gangrené par l'esprit socialiste lui-même ?

La condamnation des antimilitaristes français semblerait indiquer en effet un réveil de la conscience nationale...

A la bonne heure !

Ce n'est véritablement pas trop tôt !

* * *

Par suite d'un revirement d'opinion aussi subit que prononcé, le parti libéral vient d'être porté au pouvoir, en Angleterre, après une série de triomphes presque ininterrompue, pendant les quelques semaines qu'a duré la campagne électorale. Le nouveau parlement anglais sera donc presque exclusivement libéral. Seuls, une poignée de conservateurs, à la tête desquels se trouve Joe Chamberlain, le champion des réformes politiques, celui-là même qui a juré d'introduire en Angleterre, la terre classique du libre-échange, les doctrines de la protection industrielle et commerciale, lutteront quand même contre une majorité parlementaire formidable, avec la conviction que le triomphe ministériel n'est que sentimental et éphémère. Entraîné, poussé par la vague populaire, Sir Henry Campbell-Bannerman a reçu de la nation entière un témoignage non équivoque de confiance, et il a accepté le mandat de la délivrer des misères qui minent sa population ouvrière et de la protéger contre la famine, qui menace l'Angleterre. Y parviendra-t-il ? Nous répondons non, sans hésiter, et nous sommes de ceux qui croient que la vague qui vient d'emporter si énergiquement le parti libéral le brisera fatalement contre le rocher qu'elle recouvre en ce moment de son onde luisante et trompeuse : l'appui du parti ouvrier. Les doctrines socialistes, la crainte de l'impôt, les promesses alléchantes, la nomination du chef, John Burns, à la tête de l'un des ministères du nouveau gouvernement libéral, ont donné à cet élément un ascendant irrésistible, auquel il ne fera pas bon résister. Son influence est et sera prépondérante dans le parlement, et Sir Henry Bannerman devra plus souvent qu'à son tour consulter le collaborateur qu'il s'est volontairement adjoint, dans la personne de John Burns, auquel il a confié la présidence du Local Government Board, administration annexe du ministère de l'Intérieur, et qui sait ce qu'il veut.

Agé de quarante-sept ans, M. John Burns siège depuis 1892 à la Chambre des Communes, où il représente une circonscription de Londres. C'est un personnage bien connu comme propagateur d'idées socialistes, voire comme organisateur de grèves mémorables. Aussi l'élévation au pouvoir d'un chef du parti ouvrier, sorti des rangs des travailleurs —

fait sans précédent dans les annales de la monarchie anglaise — est-elle un événement curieux, sensationnel, et le récent triomphe des libéraux lui emprunte une force qu'il serait puéril de nier ou de dénaturer.

* * *

De Rome nous arrive la nouvelle que Sa Grandeur monseigneur l'archevêque de Turin a repris, auprès du Saint-Siège, les instances en vue d'obtenir la béatification de Christophe Colomb, le découvreur de l'Amérique, et que le mouvement a, cette fois, toutes les chances de réussir.

Nous avons voulu savoir le titre, dont se réclamaient ses disciples, pour faire admettre au nombre des élus reconnus par l'Eglise catholique le célèbre navigateur génois, dont la gloire, aujourd'hui immortelle, a été si longtemps troublée par l'égoïsme et l'ingratitude de ses contemporains; mais nous n'avons rien trouvé, si ce n'est qu'une première instance en béatification a été introduite devant la Cour de Rome, en 1873, par les soins de l'archevêque de Bordeaux, Mgr Donnet, et qu'elle n'a pas eu grand succès, la Sacrée Congrégation s'étant prononcée contre la béatification de Colomb, attendu que les preuves apportées pour la validité d'un second mariage n'ont pas paru suffisantes.

En 1892, lors de l'exposition universelle de Chicago, le mouvement a pris une nouvelle importance. Des milliers de signatures au bas d'une requête ont été recueillies aux Etats-Unis. Protestants comme catholiques signaient ces requêtes et suppliaient le Pape d'aider à la béatification de Colomb, que l'on priait déjà comme un saint et comme un protecteur.

Au delà de 700 évêques se sont associés à cette demande, et si l'on tient compte que, disséminés dans le monde entier, ces évêques représentent l'universalité des catholiques, il faut croire que les raisons apportées contre la béatification étaient bien impérieuses. Ces demandes sont donc restées sans réponse, mais il semble que la décision de Rome, en 1877, n'était pas définitive, puisque l'enquête commencée en 1873, continuée en 1877, vient d'être reprise en 1906.

* * *

Le capitaine Bernier ne se tient pas pour battu, et il n'a pas renoncé à son désir de décrocher le Pôle. On annonce en effet d'Ottawa que "l'Arctic" retournera l'été prochain à la Baie d'Hudson, d'où il s'engagera dans une seconde exploration vers le Nord.

On propose un plan complet pour fournir à "l'Arctic" la lumière par l'électricité, question fort intéressante pour un bâtiment destiné à hiverner sous les longues nuits des hautes latitudes.

Ce plan est tellement imprévu et si extraordinaire, qu'on ne peut le signaler que sous réserve.

Le charbon qui sert au chauffage, et qu'on ne peut retrouver ni suppléer dans les mers où le navire doit hiverner, ne saurait être employé à produire l'électricité, d'où la pensée de la combinaison suivante :

Un moulin à vent, marchant quand le vent le permettra, aura pour fonction de refouler l'air dans un compresseur. Cet air comprimé actionnera un moteur. Ce moteur agira sur une dynamo qui produira l'électricité. Celle-ci sera employée à charger des accumulateurs. Enfin, les accumulateurs fourniront le courant nécessaire pour illuminer les lampes.

Bonne chance.

* * *

Sauf quelques tumultes dans les rues de Varsovie, résultant de conflits entre les socialistes et la police, l'anniversaire du Dimanche Rouge, en Russie, n'a été marqué par aucun incident tragique, contrairement aux appréhensions du gouvernement de Saint-Petersbourg.

Les mesures avaient été bien prises, en vue de la répression prompte et énergique de la moindre démonstration hostile, et les révolutionnaires n'ont pas voulu se risquer dans une partie perdue d'avance.

Cette prudente réserve a sans doute prévenu et évité la répétition des horreurs du 22 janvier 1905.

A. BEAUCHAMP.